

## RASSEMBLER LES CENTRISTES DEVIENT UN PARTI POLITIQUE

Chers Amis,

Nous voici à nouveau réunis, un an après notre appel du 29 juin, pour franchir une nouvelle étape dans notre volonté de refonder la famille centriste. Les élections européennes ont livré leur message, le taux de participation et le pourcentage des voix obtenues par chacune des listes expriment un profond désarroi du corps électoral. Alors que seule l'Europe peut nous offrir les moyens de faire face efficacement à la crise, la campagne qui vient de s'achever s'est perdue dans des considérations nationales, révélatrices de toutes nos contradictions. Alors que l'Etat est de retour pour tenter de rétablir la confiance, celle des marchés comme celle des citoyens menacés par le chômage, la voix du Centre est restée silencieuse parce que le Centre est aujourd'hui éclaté, inaudible, victime aussi d'une obsession présidentialiste si contraire à notre culture. C'est peu dire que d'affirmer que notre famille n'a jamais été bonapartiste. C'est donc l'une de nos caractéristiques que de penser que « le chef est un homme qui a besoin des autres ». Nous avons l'humilité de nous reconnaître parmi les autres avec la conviction que la force d'un peuple ne se mesure pas seulement à l'autorité du chef qu'il s'est donné.

Depuis un an, notre appel a suscité un large écho. Les militants de l'UDF n'entendent pas rester muets au motif qu'à Villepinte, le 30 novembre 2007, dans la passion du moment, leur mouvement s'est vu imposer, par acclamation plus que par délibération, un silence politique de trois ans. C'est si vrai qu'une cinquantaine d'associations départementales se sont constituées pour rassembler tous les centristes de bonne foi. Conformément à notre engagement, nous avons bien sûr noué un dialogue avec les responsables du Nouveau Centre, du Parti radical et de membres du Modem. Tous les échanges sont porteurs d'un désir de rassemblement, mais les agendas n'ont pas encore permis d'aboutir. Il reste à surmonter quelques réflexes de chapelle et d'amour propre.

Le statut associatif a ses limites et l'heure est venue d'opter pour la reconnaissance de ce que nous sommes, c'est-à-dire un mouvement politique. Au surplus, le syndic de ce qui subsiste de l'UDF, après une fâcheuse méprise en 2008, a bien voulu enfin reconnaître qu'il était équitable de restituer à notre mouvement la moitié des fonds que l'Etat verse aux partis politiques à raison du nombre de ses parlementaires. Dès lors, nous devons nous conformer aux règles qui régissent le financement de la vie publique et nous organiser pour respecter les obligations qui s'y attachent. Est-ce à dire que modifions notre option initiale ? En aucune façon. Notre objectif n'a pas varié, il s'agit bien de prendre part à la refondation de la famille centriste. Et la durée de vie du parti que nous décidons aujourd'hui de constituer n'ira pas au-delà de la fusion que nous appelons de nos vœux avec les autres composantes.

Dans un premier temps, ayant constitué l'un des piliers de la famille centriste, nous sommes prêts à entrer dans une confédération centriste. C'est ainsi que l'UDF a vu le jour, en 1978. D'ores et déjà, le parti radical, par la voix de son président Jean-Louis Borloo, confirmé par notre ami Thierry Cornillet, nous a exprimé son intérêt pour un tel regroupement. Il nous reste à choisir nos thèmes de travail en commun. Croyez bien que les sujets ne manquent pas. L'actualité, après les déclarations du Président de la République devant le Congrès réuni à Versailles lundi dernier, nous invite à nous concentrer sur

la préparation de la prochaine échéance électorale. C'est une heureuse circonstance pour notre famille politique.

En effet, pour éprouver notre aptitude au rassemblement, les élections régionales de 2010 nous offrent un terrain privilégié. Ce sera l'occasion tout à la fois de préciser nos idées sur le rôle et la place des régions parmi les collectivités territoriales et de faire émerger une nouvelle génération de candidats aptes à concrétiser nos propositions. C'est l'une des priorités, la plus immédiate, Chers Amis, de notre feuille de route. Chacun a compris que le temps presse. Dès votre retour dans vos départements, je vous demande de vous réunir au plan régional pour ouvrir le débat sur les enjeux des régions. Il convient naturellement d'avancer des idées originales, claires et cohérentes. En conséquence, je vous proposerai un séminaire d'une journée, sur ce thème, dans le courant de l'été. Evidemment, vous avez compris que cette démarche implique d'abord et avant tout le rassemblement des centristes autour des idées et du projet régional. Réjouissons-nous de cette circonstance et vivons cet exercice avec tout l'enthousiasme qu'il mérite. Expérimentons ainsi notre vision et notre espérance de refondation du Centre.

Notre identité se décline en valeurs humanistes, libérales, sociales et européennes. Nous sommes adeptes du développement durable et de l'économie sociale de marché. La crise à laquelle nous devons faire face est une épreuve majeure pour la France, pour l'Europe et pour le monde. Pour la première fois, nous prenons conscience des défis que nous impose la globalisation : comment arrêter la machine à exacerber les inégalités monstrueuses et à briser la cohésion sociale ? comment freiner la combustion des ressources rares et stopper le réchauffement de la planète ? Comment mettre un terme à la cupidité prédatrice de l'hyper financiarisation et briser les dérives insupportables du capitalisme financier ? comment donner à l'Europe sa vocation régulatrice et protectrice en rassemblant des Etats encore accrochés à une souveraineté illusoire ?

Cette crise n'est pas seulement mondiale, économique, financière et sociale. Elle est une crise de l'art de vivre ensemble et des dévoiements de la pratique démocratique. Comme si les arbitrages politiques, du fait de l'horizon « court-termiste » dicté par les échéances électorales, devaient aboutir systématiquement à des déficits de nos finances publiques, à un amoncellement de dettes et à des réponses teintées de démagogues. Les enjeux de pouvoirs, écrasés par la double tyrannie de l'immédiateté et de l'annonce médiatique, n'ont-ils pas altéré les exigences de vérité, de lucidité et de courage ? Quelle peut donc être notre place sur l'échiquier politique, nous qui sommes solidaires de la majorité présidentielle mais ne nous reconnaissons ni dans l'UMP, ni a fortiori, dans le Modem et encore moins dans le PS ? Depuis l'éclatement de notre famille, nous sommes en attente, ressentant le malaise de l'apesanteur.

Ce qui est clair, c'est que là où certains de nos leaders d'hier ont rejoint l'UMP, le PS a pris les devants, le grand Ouest et l'Est en apportent la démonstration. Quant à l'aventure tentée par François Bayrou, après l'échec stratégique des législatives en juin 2007, la déconvenue des élections municipales de mars 2008, le scrutin du 7 juin est éclairant. Il convient de ne pas confondre indépendance et isolement. La cause européenne, pas plus que les enjeux législatifs ou territoriaux, ne peut être détournée au profit d'une ambition présidentielle pour 2012.

Si nous sommes rassemblés aujourd'hui, c'est parce que nous ne pouvons renoncer à vivre collectivement notre engagement politique. La congélation de l'UDF ne peut nous contraindre à

renoncer ou bien à aller là où nous ne voulons pas nous rendre. Nous sommes bien conscients que notre parti n'a pas vocation à exercer à lui seul le pouvoir. Dans ces conditions, nous avons vocation à nouer des alliances, tant aux plans local que national et européen. Mais notre valeur ajoutée doit être perceptible et fondée sur notre indépendance. C'est pour cela que les règles de gouvernance de notre parti doivent être originales. Le premier gage d'indépendance tient au fait que celle ou celui qui présidera notre parti ne pourra exercer de fonctions au sein du gouvernement. Nous avons besoin d'un président disponible pour animer le débat au sein de notre famille et rester libre d'exprimer les positions du parti, sans avoir à subir les inévitables devoirs de réserve qui incombent à tout ministre.

Pour chacun d'entre nous, la crise qui sévit ouvre une période sans précédent. Notre engagement s'inscrit dans un contexte semé d'embûches. Les effets de la crise économique sont devant nous, et la confiance de nos concitoyens ne se fondera pas sur un écran de gesticulations. L'invocation de nos valeurs ne suffira pas. Il nous faudra faire vivre le débat, nous affranchir de toutes les conventions de langage, de tous les tabous qui nous enferment dans une vision passéiste et nostalgique de la France, de sa place dans le monde, de son modèle social. Plaçant l'homme au cœur de nos préoccupations, nous devons rechercher sans cesse ce subtil équilibre entre liberté et égalité et rompre avec les discours convenus, faussement rassurants sur le registre « tout va très bien Madame la marquise ».

C'est une tâche particulièrement rude qui nous attend. Notre pays n'a d'autre choix que de s'adapter, c'est-à-dire de se réformer en profondeur, prohibant donc tout ce qui se cantonne dans le registre des apparences de réformes. L'exigence que je vous sou mets et qui devrait marquer notre identité, c'est de veiller à ce que toute formulation de proposition soit techniquement, administrativement faisable, et financièrement soutenable. La politique a trop tendance à s'échapper dans le monde de la réalité virtuelle. Toute annonce sans lendemain concret affiche pathétiquement l'impuissance publique et met en péril la démocratie. Je vous demande d'y veiller avec rigueur. Trop de lois sont devenues des véhicules de communication répondant aux circonstances, aux attentes du moment, elles sont bavardes, ont perdu leur caractère normatif, créent une instabilité juridique et rendent si complexe notre droit qu'il devient illisible. Ce sont des lois inutiles.

Au surplus, la fuite dans le déficit public nous donne de sévères rendez-vous. Il n'est plus possible de laisser à nos enfants la charge de rembourser les accumulations de dettes que nous générons, faute d'avoir su maîtriser le niveau de nos dépenses ou d'avoir eu le courage d'appeler suffisamment d'impôts pour y faire face. Il est de bon ton d'évoquer la facilité que peut offrir l'inflation pour rendre plus aisé le remboursement des emprunts. Mais nous savons bien que c'est alors l'euthanasie des pensions et de l'épargne, que c'est aussi, l'histoire l'a démontré, la perspective de déchirures sociales, de désordres et d'aventures collectives incontrôlables.

La crise est là. Conséquence inéluctable de déséquilibres insupportables, de comportements irresponsables, d'abus de tous ordres. Le retour aux fondamentaux ne peut plus attendre. Les actions à conduire nous appelle à la pédagogie sans laquelle il n'est point de consensus. Les centristes se doivent d'en être les artisans et sans doute aussi les architectes. C'est bien l'avenir que nous entendons construire, en ayant à l'esprit le sort et la responsabilité que nous réservons à chaque homme.

S'il est vrai que la crise mobilise toute notre attention, nous devons évidemment réfléchir à l'après crise. **Trois immenses chantiers nous attendent.** La construction de l'Europe, la réforme des collectivités territoriales et la refondation de notre pacte républicain sur la contribution de chacun d'entre nous au financement des dépenses publiques, qu'il s'agisse de l'Etat, des services publics locaux ou de notre protection sociale.

**Le premier des chantiers est l'Europe.** Nous avons compris que l'idée que nous nous faisons de notre société est vaine sans régulations. Nous savons aussi qu'en matière économique et financière, l'Europe est le seuil de crédibilité. Les conclusions du G20 de Londres, le 2 avril dernier, sont prometteuses. Avant de prétendre les appliquer au monde entier, fixons nous l'objectif de les appliquer sur l'ensemble du territoire européen tant à propos de la lutte contre les paradis fiscaux que de l'édiction et de la mise en œuvre des principes régissant le fonctionnement des marchés que du contrôle des acteurs. Et ce qui est vrai pour les marchés financiers, l'est également pour la lutte contre la grande criminalité, le développement durable, la défense de l'emploi. La question n'est plus de savoir si l'élargissement a été ou non trop rapide, ce qui compte c'est de donner à l'Europe la gouvernance dont elle a besoin pour enrayer notre déclin programmé, pour peser sur le destin du monde. Pour vital que soit ce chantier, il ne nous dispense en aucune façon, bien au contraire, de mettre de l'ordre dans notre propre maison, la France. N'attendons pas que l'Europe règle nos problèmes à notre place !

**Second chantier, la réforme des collectivités territoriales.** Comme le proclame Edouard Balladur, « Il est temps de décider », de clarifier les compétences des différents niveaux d'administration, d'en réduire le nombre, de permettre enfin au citoyen de savoir qui fait quoi. L'exigence est tout à la fois d'ordre démocratique et d'ordre pratique. Les doublons et les redondances sont coûteux. Il est à craindre que les temps qui viennent nous dictent une accélération du rythme des économies à effectuer pour espérer préserver l'équilibre des finances locales. A la veille des élections régionales, nous devons mettre en ordre nos idées. Quelles missions spécifiques pour les régions, pour les départements, les communes et leurs groupements ? Quelles ressources devons-nous allouer à chacune de ces institutions ? Ressources provenant de l'Etat ou ressources prélevées localement, votées par les assemblées élues ? Quels impôts pour mettre fin à l'archaïsme et à l'injustice des taxes actuelles dont les bases datent de plus de quarante ans et que nous ne sommes jamais parvenus à modifier ?

Prolongeant ce propos, j'en viens enfin au **troisième chantier, celui de nos prélèvements obligatoires, impôts, taxes et autres cotisations sociales.** Le primat donné aux problématiques environnementales et climatiques, met la fiscalité écologique au centre des débats. Est-ce une fiscalité de rendement ou bien un instrument destiné à faire évoluer les comportements ? La question n'est pas tranchée, et l'application doit subir de multiples expertises relatives aux modalités de mise en œuvre et aux effets induits : pouvoir d'achat des ménages, délocalisations d'activités et d'emplois. Cela étant, cette fiscalité existe déjà et son poids est particulièrement lourd, vous en jugez à chaque fois que vous faites le plein du réservoir de carburant de votre véhicule. Peut-elle subir un nouvel alourdissement ? Et puis, pourquoi ne pas taxer le carburant des avions et des navires qui assurent les transports planétaires ? Nous ne pouvons nous borner à une réflexion sur la seule fiscalité écologique. Les prélèvements obligatoires sont un tout dont la cohérence doit traduire les enjeux de notre pacte républicain. Or notre dispositif est devenu un monstre de complexité, sans

cesse ravaudé, amendé, bidouillé à la marge, pour le plus grand bonheur de tous les optimiseurs. J'affirme qu'au surplus il nous égare et prend appui sur des visions surannées, accréditant par exemple l'idée qu'il y aurait des impôts payés par les ménages et d'autres par les entreprises. Affirmation politiquement correcte mais trompeuse ; y-a-t'il un seul impôt supporté par les entreprises qui n'est pas répercuté dans le prix demandé au consommateur final ? Cette bévue, à l'heure de la globalisation est devenue un accélérateur de délocalisations, dans notre société qui a la vanité de vouloir concilier la lutte contre la vie chère et la maximisation des profits. Nous ne pouvons plus longtemps reporter le débat. Osons vaincre les tabous qui nous condamnent à l'inaction. C'est dans ces conditions, dans cette confusion dictée par l'humeur du jour, la conjoncture politique, les conventions commodes, qu'ont été inventés l'ISF et le bouclier fiscal. Demandons-nous aussi s'il est légitime de financer nos régimes de santé et de politique familiale par des cotisations assises sur les salaires, comme si la santé et la famille étaient l'affaire des seuls salariés ? En attendant l'improbable « grand soir » fiscal, donnons-nous pour objectif de privilégier des impôts simples, des assiettes larges et des taux modérés, pourchassons les niches et autres dérogations qui faussent tout, cette « mauvaise herbe » fiscale, recherchons le bon équilibre entre impôt sur le revenu dont la progressivité est au cœur de l'équité, et taxes sur la consommation.

Voici, à mes yeux, trois beaux chantiers. Certes partiels et bien incomplets. Je n'ai pas évoqué la réflexion en cours sur l'offre de soins, le pilotage de notre système de protection sociale, son coût lié au vieillissement de la population, son financement. Ce chantier là aussi nous attend. De même, la bioéthique parce qu'elle est indissociable de nos convictions humanistes et qu'il va de soi que nos travaux en cours nous permettront de peser sur le contenu des textes de lois dont le Parlement sera saisi dans les prochains mois. Au demeurant, nous savons bien que la loi ne réglera pas tout. Elle plantera des jalons susceptibles de mieux encadrer les dérives offensant le respect dû à chaque personne humaine et qui place chacun d'entre nous face à ses responsabilités individuelles, face à sa conscience et à ses convictions.

Il est temps de conclure. Vous le voyez, Chers Amis, ce qui nous attend n'est pas écrit. La crise doit être l'électrochoc salutaire pour rompre avec nos utopies, notre religion de l'hyper consommation et nos contradictions. Nous sommes confiants car la France a tous les atouts pour réussir, à condition d'abandonner nos illusions et nos visions dogmatiques. L'heure est venue de reprendre notre place dans le paysage politique, lucidement et courageusement. Il est maintenant de notre devoir de nous organiser en conséquence et de rassembler.

Jean Arthuis